

- Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique.
- Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation.
- Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation.
- Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures.
- Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation.
- Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens

Les thèmes susmentionnés de cette consultation prébudgétaire m'incitent à écrire pour exprimer ma frustration. Ces objectifs raisonnables et apparemment méritoires sont contrecarrés dans la province de l'Ontario et continueront de l'être aussi longtemps que le gouvernement actuel poursuivra son fiasco d'énergie « verte » à motivation purement idéologique.

L'Ontario a détruit l'avantage concurrentiel que lui donnait une électricité bon marché et fiable, et le gouvernement provincial s'est ingéré dans le secteur de l'électricité, a contredit les avis des experts et a jeté telle pagaille dans le secteur que les tarifs ont augmenté de manière spectaculaire et continueront de le faire pendant des années encore, à moins que l'on ne mette immédiatement fin à l'ajout d'une production peu fiable et dont on n'a pas besoin. Tragiquement, des projets éoliens et solaires destructeurs sur le plan économique, social et environnemental continuent de s'ajouter à un réseau de moins en moins stable.

Aussi longtemps que des projets d'énergie « verte » destructeurs d'emplois, de croissance économique, de ressources et de collectivités resteront autorisés à dévaster la campagne ontarienne, tous les efforts du gouvernement fédéral n'aboutiront qu'à un gaspillage de deniers publics que nous n'avons pas les moyens de nous permettre. Depuis que le vérificateur général, Jim McCarter, a révélé l'absence complète d'analyses de coûts-bénéfices et de diligence raisonnable dans l'élaboration de la politique de la Loi sur l'énergie verte, les nombreuses failles du système sont apparues, dont la moindre n'est pas la possibilité d'ententes frauduleuses.

La majorité urbaine a succombé à la propagande politique, syndicale et même scolaire : elle a voté pour la corruption et la tromperie. Cette désindustrialisation et ce dépeuplement des régions rurales qui sont déjà désastreux pour l'Ontario entraîneront la

détérioration de l'économie canadienne et du tissu social si l'on n'y met pas fin. Les piliers de notre démocratie sont en train d'être minés, et notre tissu social, d'être déchiré.

Étant donné la situation géopolitique qui semble être exacerbée plutôt qu'apaisée par l'intervention de l'ONU, je demande au gouvernement fédéral de donner dans le budget le signal qu'aucune somme ne sera versée sans une évaluation des coûts et bénéfices et une reddition de comptes. Il est temps que le Canada prenne conscience de la menace qui le mine de l'intérieur et qu'il résiste à l'attaque contre nos valeurs.

J'aimerais être informée de toute audience publique prévue dans ce processus. Merci.

Catherine Bayne